

ACCORD CADRE N°

(réf n°06_25)

**PRESTATIONS DE TRANSPORT DE COURRIER ENTRE LES CAISSES
D'ALLOCATIONS FAMILIALES ET LES CAF PIVOT**

PARTIE III

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Table des matières

1.	PRESENTATION DE LA BRANCHE FAMILLE	3
2.	ORGANISATION DE LA NUMERISATION DE LA BRANCHE FAMILLE	3
3.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	3
4.	DECOMPOSITION EN LOTS	4
5.	DESCRIPTION DES LIAISONS	4
5.1	Liaisons Caf participantes/Caf pivot.....	4
5.2	Liaisons intersites des CAF	5
6.	ADRESSES DES SITES DE DEPOT ET DE COLLECTE	5
7.	PLAGES DE COLLECTE ET DE DEPOT	5
7.1	Plages de collecte et de livraison des CAF participantes	5
	Le courrier destiné aux CAF pivot est collecté l'après-midi sur le site des CAF participantes selon la plage désignée à l'annexe au CCTP du lundi au vendredi, sauf jour férié.	5
	Lorsque la CAF dispose d'un local autonome, la plage mentionnée à l'annexe du CCTP s'étend entre 17 h et 20 h. Sous réserve de contraintes spécifiques liées à l'accès, cette plage peut être étendue en accord avec la CAF.	5
7.2	Plages de livraison et de collecte des CAF pivot	5
7.3	Plages de collecte et de livraison pour les liaisons intersites	6
8	VOLUME DES PLIS A TRANSPORTER	6
8.1	Volume des courriers entrant des Caf participantes vers la Caf pivot	6
8.2	Volume des courriers retour de la Caf pivot vers les Caf participantes	6
8.3	Volume et poids pour les liaisons intersites	6
9	PERIODICITE DES PRESTATIONS, DELAIS DE COLLECTE ET DE LIVRAISON	6
9.1	Liaisons CAF participantes vers la CAF pivot	6
9.2	Liaisons intersites	6
10	MATERIELS	7
10.1	Contenants	7
10.2	Equipements divers – moyens matériels	7
11	ACCES AUX SITES PAR LE TITULAIRE : MODALITES ET SECURITE.....	7
12	MODIFICATIONS DE LA PRESTATION EN COURS D'EXECUTION	8
12.1	Modifications liées aux sites	8
12.2	Mise en œuvre de la dérivation du courrier en application de la clause de solidarité ou de back-up.....	8
12.3	Modifications des conditions de livraisons	9
12.4	Suspension ou suppression des prestations liées au flux intersites.....	9
12.5	Ajout de prestations – nouveau flux intersites- navettes supplémentaires	10
13	PRISE EN CHARGE- SECURISATION ET TRACABILITE DU COURRIER.....	10
13.1	Prise en charge.....	10
13.2	Acheminement.....	11
13.3	Stockage	11
14.	PERSONNELS DU TITULAIRE	11
15.	CONTACTS SUR LES SITES	12
16.	PREPARATION ET SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE	12
17.	CONTINUITE DU SERVICE	12
18.	DEVELOPPEMENT DURABLE	13

1. PRESENTATION DE LA BRANCHE FAMILLE

Créée en 1945, la branche Famille est l'une des six composantes du régime général de la Sécurité sociale, avec la Maladie, les Risques professionnels, la Vieillesse, le Recouvrement et l'autonomie. Elle est constituée par le réseau de 101 caisses d'Allocations familiales (Caf) départementales couvrant tout le territoire et la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) et compte 35 000 salariés¹. Les Caf sont des établissements privés remplissant une mission de service public. Chacune est dotée d'un conseil d'administration composé de représentants des employeurs, des syndicats de salariés, des associations familiales et de personnalités qualifiées.

La CNAF est un établissement public sous tutelle de l'État. Elle est dotée, comme les Caf, d'un conseil d'administration. Elle remplit un rôle de pilotage et d'animation du réseau des Caf et d'interface avec l'État. Actuellement, la branche Famille de la Sécurité sociale a deux missions prioritaires :

- aider les familles dans leur vie quotidienne, en facilitant en particulier, l'articulation entre vie familiale et vie professionnelle.

- développer la solidarité envers les plus vulnérables, dont les personnes handicapées.

En 2023, les Caf ont versé 104.5 milliards d'euros de prestations, dont 46.1% pour le compte de l'État et des départements qui leur remboursent ces dépenses.

32.3 millions de personnes sont bénéficiaires de ces prestations.

Des informations complémentaires sont accessibles concernant la CNAF sur le site des allocations familiales : <http://www.caf.fr>

2. ORGANISATION DE LA NUMERISATION DE LA BRANCHE FAMILLE

Les prestations de collecte et de remise de documents s'inscrivent dans le cadre de l'organisation de la numérisation de la Branche Famille.

Engagé depuis le début des années 2000 dans la gestion électronique de documents (GED), le réseau des Caisses d'Allocations Familiales a progressivement concentré la numérisation des flux courrier de métropole sur 15 Caf puis, depuis 2025, sur 14 Caf : Alpes-Maritimes, Haute-Garonne, Dordogne, Sarthe, Finistère, Eure, Pas-de-Calais (2 sites : Calais et Arras), Nord (2 sites : Lille et Roubaix), Paris, Oise, Yonne, Seine-Saint-Denis, Ain et Rhône.

Les 14 caisses dites « pivots » sur l'activité de numérisation GED au sein de la Branche Famille de la Sécurité Sociale, sont également chargées de l'acheminement du courrier depuis les sites des Caf dites « participantes ».

3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le titulaire assure :

- Liaisons Caf participantes/Caf pivot :

Pour tous les lots, d'une part, le titulaire collecte le courrier auprès des Caf désignées Caf participantes, pour l'acheminer vers les CAF désignées CAF pivot quotidiennement du lundi au vendredi à l'exception des jours fériés.

¹ Chiffres rapport activité 2024

D'autre part, il collecte quotidiennement du lundi au vendredi à l'exception des jours fériés auprès des CAF pivot les courriers retour et/ou les contenants vides et procède à leur acheminement vers les CAF participantes.

Que ce soit pour les Caf Pivots ou pour les Caf participantes, le principe de la prestation est la remise et la collecte en un seul passage. Les contenants récupérés à J auprès de la Caf Participantes doivent être déposés à la Caf pivot à J+1 et inversement.

Ces prestations constituent l'offre de base.

- Liaisons intersites des Caf :

Selon les lots et les besoins identifiés, le titulaire collecte le courrier auprès des sites distants situés dans le département de la Caf et l'achemine vers le siège de la Caf et/ou les autres sites distants selon les caractéristiques établies par la Caf et après émission d'un bon de commande.

Cette prestation est une prestation supplémentaire obligatoire.

4. DECOMPOSITION EN LOTS

L'accord-cadre est décomposé en 14 lots correspondant chacun au périmètre d'une Caf pivot :

Lot n°1 : CAF 01 - CAF de l'Ain
Lot n°2 : CAF 06 - CAF des Alpes-Maritimes
Lot n°3 : CAF 24 - CAF de la Dordogne
Lot n°4 : CAF 27 - CAF de l'Eure
Lot n°5 : CAF 29 - CAF du Finistère
Lot n°6 : CAF 31 - CAF de la Haute-Garonne
Lot n°7 : CAF 59 - CAF du Nord
Lot n°8 : CAF 60 - CAF de l'Oise
Lot n°9 : CAF 62 - CAF du Pas-de-Calais
Lot n°10 : CAF 69 - CAF du Rhône
Lot n°11 : CAF 72 - CAF du Mans
Lot n°12 : CAF 75 - CAF de Paris
Lot n°13 : CAF 89 - CAF de l'Yonne
Lot n°14 : CAF 93 - CAF de Seine-Saint-Denis

5. DESCRIPTION DES LIAISONS

5.1 Liaisons Caf participantes/Caf pivot

La prestation comprend systématiquement :

-un trajet dit "aller" concernant l'acheminement du courrier au départ du siège des caf participantes vers le site de traitement de la CAF pivot ;
-un trajet dit "retour" concernant l'acheminement du courrier non numérisé au départ de la CAF pivot vers le siège des CAF participantes.

5.2 Liaisons intersites des CAF

Les prestations portent sur les liaisons entre les CAF et leurs sites distants respectifs.
Les liaisons sont organisées en navette ou en tournées.

Pour les lots concernés (lot 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 11), l'annexe au CCTP (onglet flux intersites) indique les besoins estimatifs lorsque la CAF a souhaité intégrer cette prestation au présent accord-cadre.

Sont notamment précisées :

- Les liaisons à assurer ;
- Les volumes en poids et le cas échéant en nombre de plis ;
- Les fréquences.

La date de démarrage des prestations est fixée par les CAF. Lorsqu'elle est certaine, elle est précisée à l'annexe au CCTP.

La mise en œuvre des prestations ainsi que les modalités d'exécution donnent lieu à l'établissement préalable d'un bon de commande dans les conditions prévues à l'article 4 du marché subséquent lors de la survenance du besoin.

6. ADRESSES DES SITES DE DEPOT ET DE COLLECTE

Les adresses de dépôt/collecte de la CAF pivot et des CAF participantes sont communiquées aux annexes du CCTP.

7. PLAGES DE COLLECTE ET DE DEPOT

7.1 Plages de collecte et de livraison des CAF participantes

Le courrier destiné aux CAF pivot est collecté l'après-midi sur le site des CAF participantes selon la plage désignée à l'annexe au CCTP du lundi au vendredi, sauf jour férié.

Lorsque la CAF dispose d'un local autonome, la plage mentionnée à l'annexe du CCTP s'étend entre 17 h et 20 h. Sous réserve de contraintes spécifiques liées à l'accès, cette plage peut être étendue en accord avec la CAF.

La plage retenue correspond aussi à celle au cours de laquelle le courrier non traité par la CAF pivot est retourné à la CAF participante. Les contenants retour sont livrés aux Caf participantes à la même heure que la collecte sur le site (un seul aller-retour par jour).

7.2 Plages de livraison et de collecte des CAF pivot

Le courrier des CAF participantes est déposé sur le site de la CAF Pivot à J+1 au cours de la plage minimale d'une heure prévue à l'annexe du CCTP. La plage retenue correspond aussi à celle au cours de laquelle le courrier non traité par la CAF pivot est collecté en vue de sa transmission à la CAF participante.

7.3 Plages de collecte et de livraison pour les liaisons intersites

Les plages au cours duquel les documents/cartons/colis sont collectés et déposés sont indiquées à l'annexe du CCTP (flux intersites).

8 VOLUME DES PLIS A TRANSPORTER

8.1 Volume des courriers entrant des Caf participantes vers la Caf pivot

Le volume moyen du nombre de plis entrant par jour est communiqué à titre indicatif aux annexes du CCTP. Il est précisé que le volume journalier est fluctuant, parfois fortement en fonction des périodes et des campagnes de prestations.

Le titulaire s'engage à prendre en charge le jour J l'intégralité des courriers remis par les Caf participantes.

(*) Poids moyen estimé par pli : 25 grammes.

8.2 Volume des courriers retour de la Caf pivot vers les Caf participantes

Les courriers non pris en charge par la Caf pivot sont retournés quotidiennement vers le siège des Caf participantes au cours de la plage prévue pour la collecte.

Le volume de ces courriers retour est très faible.

Bien que le volume de ces courriers retour soit très faible, il faut noter que le nombre de contenants (pleins ou vides) retournés à la Caf participante est le même que celui livré à la Caf pivot la veille.

8.3 Volume et poids pour les liaisons intersites

Le poids (fourchette ou moyen) des documents/cartons/colis faisant l'objet des liaisons intersites est communiqué à titre indicatif à l'annexe au CCTP (onglet flux intersites).

9 PERIODICITE DES PRESTATIONS, DELAIS DE COLLECTE ET DE LIVRAISON

9.1 Liaisons CAF participantes vers la CAF pivot

Le courrier est collecté chaque jour du lundi au vendredi, sauf jour férié.

Le jour J est le jour de collecte du courrier des Caf participantes au cours de l'une des plages horaires précisées à l'article 7.1 ci-dessus.

La totalité du courrier ainsi collectée par le titulaire est remise à la Caf pivot à J+1.

Dans l'hypothèse où il serait demandé au titulaire de modifier exceptionnellement une plage de collecte, il sera fait application des prix mentionnés au BPU pour ce trajet dès lors que la plage demandée ne permet pas au titulaire de mutualiser la tournée.

9.2 Liaisons intersites

Les liaisons intersites sont déterminées par les caf signataires du bon de commande.

Le candidat s'engage à respecter les délais et horaires de collecte et de livraison indiqués par la CAF ;

Le jour J est le jour de collecte du courrier ; le dépôt est effectué à J ou J+1 selon le délai indiqué à l'annexe au CCTP.

Dans ce cadre, les Caf peuvent également être amenées à demander des navettes complémentaires selon la survenance de besoins.

Toutes les prestations supplémentaires donneront systématiquement lieu à l'établissement d'un bon de commande.

Ces demandes sont considérées comme exceptionnelles.

Le candidat décrira dans le cadre de réponse technique l'organisation de la collecte, de l'acheminement et de la remise des plis.

Il indiquera les moyens mis en œuvre pour garantir le respect des horaires et des délais.

10 MATERIELS

10.1 Contenants

Les documents et courriers sont transportés dans des contenants spécifiques permettant d'assurer leur sécurité.

Le prestataire mettra à la disposition de chaque Caf un nombre suffisant de bacs et/ou sacoche qui restent la propriété du titulaire après l'exécution de l'accord-cadre.

La quantité de contenants fournis doit permettre la prise en charge des pics et flux exceptionnels de courrier dans les conditions prévues à l'article 8.1 ci-dessus.

Ces bacs devront être remplacés en tant que de besoin (contenants vétustes ou défectueux) sur simple demande et sans délai, aux frais du titulaire. Ainsi en cas de dégradation, le titulaire prend en charge leur remplacement.

En cas de perte de bac par la caf pivot ou la caf participante, le titulaire facturera le remplacement dans les conditions prévues à l'annexe financière sur demande du Pouvoir Adjudicateur.

A partir de l'estimation des volumes journaliers indiquée en annexe du présent CCTP, le titulaire détermine la nature et la quantité des bacs et/ou sacoche adaptés au transport des documents.

Le cadre de réponse technique du titulaire détaille :

- le type et la quantité de contenants mis à la disposition de chacune des Caf ;**
- les modalités de détermination des quantités nécessaires ;**
- le poids et les dimensions maximum acceptés pour chacun des contenants (bac et/ou sacoche) ;**
- les modalités de remplacement/renouvellement.**

10.2 Equipements divers – moyens matériels

Il appartient au titulaire de se doter de tous les équipements (diable, gants de manutention, chaussures de sécurité) nécessaires à l'exécution des prestations.

11 ACCES AUX SITES PAR LE TITULAIRE : MODALITES ET SECURITE

Aucun emplacement de stationnement ne peut être réservé au titulaire pour lui permettre de procéder aux opérations de collecte et de dépôt tant sur les sites de départ que d'arrivée.

L'annexe au CCTP précise si les Caf qui disposent d'un local sécurisé et autonome permettant la collecte et le dépôt du courrier en dehors des heures d'ouverture et/ou en l'absence de personnel.

Le titulaire est tenu de respecter le règlement intérieur et les consignes de sécurité des organismes qui lui auront été communiqués.

En cas de crise sanitaire, l'ensemble des personnes amenées à intervenir pour la prestation sur le site d'un organisme devra également respecter les différentes consignes applicables (port du masque, désinfection des mains, distanciation, consignes pour accéder aux sites, ...).

12 MODIFICATIONS DE LA PRESTATION EN COURS D'EXECUTION

Les conditions d'exécution de la prestation sont susceptibles d'évoluer de la manière suivante.

12.1 Modifications liées aux sites

La Caf Pivot et/ou les Caf participantes se réservent la possibilité de modifier temporairement ou à titre définitif les prestations initialement prévues dans l'accord-cadre notamment dans les cas suivants (politique immobilière) :

- travaux réalisés dans les locaux,
- déménagement
- acquisition de nouveaux sites,
- fermeture/cession de sites,
- évolution de la politique nationale relative à la numérisation impactant les sites concernés.

Ces modifications peuvent porter sur :

- Le changement d'adresse du lieu de collecte ou de dépôt dans la même ville,
- Le changement d'adresse du lieu de collecte ou de dépôt dans une autre ville que celle initialement indiquée,
- L'ajout ou la suppression d'un site dans le cadre des flux intersites.

Dans ce cas, les Organismes devront en informer, par écrit, le Titulaire dans un délai minimum de 15 jours calendaires avant la date de la modification demandée.

Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la modification des prestations décidées par l'organisme.

Le changement d'adresse dans une même ville ou la suppression de site ne donne pas lieu à indemnité du prestataire. Pour toute modification d'adresse vers un site situé dans une autre ville, il sera fait application de la clause de réexamen prévue à l'article 16 du CCAP du présent accord-cadre.

12.2 Mise en œuvre de la dérivation du courrier en application de la clause de solidarité ou de back-up

En cohérence avec ses plans de continuité d'activité (PCA) et la stratégie d'entraide et d'homogénéité du service de numérisation, la branche famille peut être confrontée à la nécessité de mettre en place des dérivations temporaires et partielles du courrier habituellement destiné à une CAF pivot vers une autre CAF pivot. Il peut également s'agir d'une modification du site de collecte habituel du courrier d'une Caf Participante vers un autre site de la dite caf en cas d'impossibilité d'accéder au premier site.

En cas d'activation par la CNAF d'un PCA ou d'un dispositif d'entraide, le prestataire doit être en capacité de prendre en compte ces besoins ponctuels de back-up et d'entraide et d'organiser ces modifications/dérivations

Le back-up est organisé en fonction de la situation des CAF pivot et de leurs capacités à prendre en charge le courrier destiné à un autre site de numérisation.

Le courrier peut être soit dérivé dans son intégralité vers une autre CAF Pivot du réseau des CAF, soit partiellement réacheminé. Le courrier destiné à une CAF pivot peut être dérivé vers plusieurs CAF pivot.

La dérivation ou solution de back up est mise en place pour une durée minimale de deux semaines.

Le courrier est prioritairement dérivé ou réacheminé vers les sites de numérisation de Nice, Toulouse et Lyon. Cependant, toutes les CAF pivot du réseau citées à l'article 2 sont susceptibles d'intervenir pour assurer la continuité de l'activité d'une autre CAF.

Le prestataire doit être en capacité de prendre en compte et de mettre en œuvre les instructions de dérivation ou de réacheminement dans un délai maximal de 5 jours ouvrés.

Dans la situation de dérivation du courrier vers une caf pivot différente de celle prévue au cahier des charges, il sera fait application des dispositions de l'article 16 du CCAP portant sur les clauses de réexamen en cours de contrat.

Le prestataire indiquera dans le cadre de réponse technique les moyens et le dispositif qu'il s'engage à mobiliser pour mettre en œuvre cette clause

12.3 Modifications des conditions de livraisons

Modification provisoire des conditions de dépôt ou de collecte des flux intersites :

Les Caf se réservent la possibilité de modifier ponctuellement les plages de collecte ou la fréquence de passage.

Dans ce cas, les Caf devront en informer, par écrit, le Titulaire dans un délai minimum de 72 H avant la mise en œuvre.

A réception de la demande, le prestataire confirme par proposition écrite à l'organisme les impacts financiers de la modification demandée. Ceux-ci doivent être en cohérences avec les prix pratiqués au BPU.

En cas de diminution du nombre de jour de collecte pour une période de plus d'1 semaine, le coût de la prestation sera réduit proportionnellement au nombre de collecte non réalisée.

12.4 Suspension ou suppression des prestations liées au flux intersites

Les Caf se réservent la possibilité pour des raisons motivées de suspendre ou supprimer des prestations programmées notamment en cas de :

- fermeture temporaire d'un site par suite de travaux, de sinistres
- fermeture définitive d'un site
- de toutes contraintes liées aux locaux.

La liste énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive.

Dans ce cas, les Organismes devront en informer, par écrit, le Titulaire dans un délai minimum de 7 jours calendaires avant la date de la fermeture temporaire du site.

La décision doit préciser :

- le motif de la suspension/suppression,
- les prestations qui seront suspendues ou supprimées,
- la période de suspension (date de début et date de fin), ou la date d'application de la suppression,
- le montant des prestations correspondantes à déduire de la facture (au prorata).

Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension ou suppression des prestations décidées par l'organisme. Aucune indemnité ne peut être réclamée quelle que soit la durée de la suspension.

12.5 Ajout de prestations – nouveau flux intersites- navettes supplémentaires

De nouvelles liaisons intersites (non référencées en annexe) pourront, à la demande d'un organisme, être intégrées au cours de l'exécution de l'accord-cadre dès lors que cette intégration n'est pas de nature à modifier de manière substantielle l'économie du marché.

En cas de flux non référencé en annexe, l'organisme concerné fera une demande de devis au titulaire en joignant les spécificités de la nouvelle prestation.

Le titulaire devra, alors, faire une proposition chiffrée pour la prise en charge de cette nouvelle liaison. Si cette proposition est acceptée par l'organisme concerné, elle sera intégrée à l'accord-cadre par avenant.

Aucun monopole n'est attribué au titulaire du marché sur les nouveaux flux intersites et les caf participantes sont libres de contractualiser avec un autre prestataire.

Les organismes se réservent la possibilité de demander ponctuellement une navette supplémentaire en cas de besoin.

Le coût d'une navette supplémentaire hors circuit fait l'objet d'une facturation particulière selon les conditions financières du BPU.

13 PRISE EN CHARGE- SECURISATION ET TRACABILITE DU COURRIER

13.1 Prise en charge

Les contenants sont obligatoirement fermés ou scellés par l'agent de la Caf participante ou de la Caf pivot avant leur prise en charge par le titulaire. Les scellés sont compris dans la prestation et à la charge du titulaire.

Aucun contenant non fermé ne peut faire l'objet d'une prise en charge par le titulaire.

Les contenants sont obligatoirement dotés d'étiquettes réutilisables résistantes permettant de faire figurer à minima :

- Au recto, l'identification de la CAF et du site expéditeur
- Au verso l'identification de la CAF et du site destinataire

Pour chaque site, le représentant du titulaire renseigne dans l'outil de suivi le nombre de contenants réceptionnés.

L'agent de la Caf pivot ou le préposé désigné à cet effet, qui prend en charge ou réceptionne les contenants vérifie que le nombre de contenants indiqué correspond à celui pris en charge ou réceptionné.

Les Caf participantes doivent avoir la possibilité de vérifier la bonne prise en charge des contenants et la date/heure d'arrivée sur le site de la caf pivot.

Le prestataire indique dans le cadre de réponse technique la procédure qu'il met en place pour assurer la sécurisation de la prise en charge et la fiabilité des données.

13.2 Acheminement

Le transport est effectué aux risques et périls du titulaire.

L'entreprise titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer l'acheminement du courrier en toute sécurité dans son intégralité et en préservant son intégrité.

Le titulaire dispose d'un système de traçabilité qui lui permet de suivre les flux des contenants.

Le titulaire met, à la disposition de la Caf pivot un outil de suivi ; cet outil qui ne nécessite aucun hébergement ou installation spécifique, doit permettre de suivre le transport et la livraison de chacun des contenants depuis leur lieu de collecte, jusqu'à leur lieu de destination.

Le cadre de réponse technique du titulaire détaille son outil de suivi et ses fonctionnalités mis à disposition de la Caf Pivot et de toutes caf ayant recours à l'acheminement intersites, s'il met à la disposition de la Caf pivot un outil de suivi en ligne au titre de la prestation. Le cadre technique précise, les fonctionnalités de l'outil ainsi que les modalités de sécurisation du transport et de traçabilité du courrier entre les différents sites.

Il indique la procédure qu'il met en place pour gérer les écarts constatés le cas échéant.

13.3 Stockage

Le courrier collecté est directement acheminé vers son site de destination.

Toutefois, si le courrier doit être entreposé sur une plate-forme ou dans les locaux du titulaire entre le moment de sa collecte et celui de sa livraison, le titulaire s'engage à le stocker dans un lieu sécurisé dont l'accès est strictement limité aux préposés du titulaire.

Le candidat indiquera dans le cadre de réponse technique les moyens mis en œuvre pour garantir la sécurité des lieux et préserver l'intégrité et l'intégralité des contenants et contenus.

14. PERSONNELS DU TITULAIRE

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur, avant le démarrage des prestations, la liste nominative des personnels qui participent à l'exécution des marchés subséquents.

Tous les chauffeurs intervenant à la prestation disposent d'un badge professionnel indiquant leur identité.

Le titulaire s'engage à en confier l'exécution à des salariés formés aux risques routiers, titulaires du permis de conduire de la catégorie du véhicule utilisé en cours de validité.

Le titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour s'assurer de la validité du permis de conduire des personnels qui participent à l'exécution de la prestation et à faire respecter les consignes d'accès au site.

En cas de non-respect de ces consignes, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander à tout moment le remplacement des personnels concernés.

Les salariés de la Caf ne peuvent en aucun cas et d'aucune manière que ce soit, participer à l'exécution du marché.

15. CONTACTS SUR LES SITES

Dès la notification du marché subséquent, la Caf pivot en lien avec les Caf participantes, communique au titulaire la liste et les coordonnées des référents opérationnels pour chacun des sites desservis.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution du présent accord-cadre, les référents opérationnels des Caf participantes sont autorisés à contacter directement l'interlocuteur désigné par le titulaire.

16. PREPARATION ET SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Dès la notification du marché subséquent, le titulaire organise une réunion préparatoire avec la Caf pivot pour organiser la prestation.

Dans le cadre du pilotage national de l'accord-cadre, un comité de pilotage est constitué sous l'égide de la CNAF ; ce comité comprend, outre des représentants de la Cnaf, des représentants de la Caf Pivot et du titulaire. Des organismes adhérents peuvent y être associés.

La composition exacte du Comité de Pilotage sera précisée au titulaire de chaque lot.

Ce comité aura en charge le suivi de la bonne exécution du marché à l'échelon national et sera l'interlocuteur dédié pour aborder les problématiques communes susceptibles de survenir.

Il sera réuni une fois par an pour l'analyse des résultats de l'année écoulée et effectuer le bilan du marché. Il pourra être réuni autant que de besoins au regard de l'exécution de la prestation.

Le cadre de réponse technique du titulaire indique les moyens mis en œuvre pour organiser le démarrage de la prestation auprès de la Caf pivot et des Cafs participantes ainsi que les modalités de suivi de la prestation.

17. CONTINUITE DU SERVICE

Le titulaire s'engage à assurer une continuité de service de la prestation y compris en cas de défaillance du personnel et/ou du matériel affectés à l'exécution de la prestation.

La prestation d'acheminement du courrier entrant des Caf participantes vers la Caf pivot ou son site de traitement est exécutée quotidiennement du lundi au vendredi à l'exception des jours fériés.

Dans le cas où elle ne serait pas nécessaire (ponts naturels ou fermeture exceptionnelle des Caf), la Caf pivot ou la caf adhérente prévient le titulaire en respectant un préavis minimum de 48 heures.

La périodicité des autres prestations est indiquée à l'article 4 du présent CCTP.

Le titulaire doit pouvoir disposer d'une organisation interne (solution de secours inter-sites, back up interne ou externe) lui permettant de faire face aux aléas susceptibles de remettre en cause son engagement de continuité.

Il s'engage notamment à former à la prestation un effectif suffisant lui permettant de garantir cette continuité de service dans des conditions conformes au présent cahier des charges.

Le candidat décrira au cadre de réponse technique l'organisation et les moyens mis en œuvre dans le cadre de son plan de continuité d'activité.

La caf pivot se réserve la possibilité d'auditer cette organisation.

En cas de non-respect de son obligation de continuité de service, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs, et aux frais et risques du titulaire.

18. DEVELOPPEMENT DURABLE

La branche Famille s'est engagée à maîtriser l'impact environnemental de ses activités

Pour l'exécution du présent accord-cadre, elle entend réduire :

- la consommation de combustibles fossiles
- la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre
- la pollution liée au déchets (contenants recyclables et si possible recyclés)

A cet effet :

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le prestataire adapte le nombre de véhicules et leur gabarit à leur utilisation et aux volumes transportés.

Il privilégie l'utilisation de véhicules à faibles émissions et à faible nuisance sonore. Il prend toutes mesures pour respecter les zones à faibles émissions en milieu urbain.

La classe environnementale (CRIT'AIR) des véhicules utilisés pour l'exécution du présent marché est inférieur ou égale 3.

Enfin, conformément aux dispositions de l'article L1431-3 du code du transport, le prestataire adresse annuellement par voie dématérialisée, la quantité de dioxyde de carbone émise pour la réalisation des prestations

- Aux Caf pivot concernant les navettes régulières caf participantes/caf pivot, données à préciser par navette régulière.
- Aux Caf bénéficiaires de navettes intersites, données annuelles correspondant à chaque navette mise en œuvre
- Au pilotage national, les données susvisées.

Il précise en accompagnement de ces données les méthodes de calcul mises en œuvre conformément aux stipulations du décret 2011-1336 du 24 octobre 2011 – JORF n°0248 du 25 octobre 2011.

Le candidat décrira au cadre de réponse technique l'organisation et les moyens mis en œuvre pour respecter les dispositions prévues au présent article ; il joindra également dans son offre les moyens de preuve correspondants.